

Acheteur Public
Office National des Combattants et des Victimes de Guerre
Hôtel National des Invalides
129 rue de Grenelle - Escalier B
CS 70780
75700 PARIS CEDEX 07

MARCHÉS PUBLICS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

**Missions de maîtrise d'œuvre pour les travaux de
restauration de la nécropole nationale de Zuydcoote (59)**

Cahier des Clauses Administratives Particulières

(C.C.A.P.)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : GÉNÉRALITÉS	4
1.1. CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ	4
1.1.1. <i>Objet</i>	4
1.1.2. <i>Définition des prestations</i>	4
1.1.3. <i>Technique d'achat : Accord cadre</i>	5
1.1.4. <i>Durée globale</i>	5
1.1.5. <i>Durées des marchés subséquents</i>	5
1.1.6. <i>Mise en œuvre du marché</i>	5
1.2. INTERVENANTS	7
1.2.1. <i>Acheteur – Maître d'ouvrage</i>	7
1.2.2. <i>Titulaire – Maître d'œuvre</i>	7
1.2.3. <i>Autres intervenants</i>	8
1.3. PIÈCES CONTRACTUELLES	9
1.3.1. <i>Pièces constitutives de l'accord cadre</i>	9
1.3.2. <i>Pièces constitutives des marchés subséquents</i>	9
1.4. OBLIGATIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION	10
1.4.1. <i>Protection des données – RGPD</i>	10
1.4.2. <i>Assurances</i>	10
1.4.3. <i>Documents à produire en cours d'exécution</i>	10
ARTICLE 2 : PRIX ET RÈGLEMENT	11
2.1. PRIX DU MARCHÉ	11
2.1.1. <i>Définition de la rémunération</i>	11
2.1.2. <i>Base de la rémunération</i>	11
2.1.3. <i>Rémunération provisoire/définitive</i>	11
2.1.4. <i>Variation des prix</i>	13
2.2. MODALITÉS DE RÈGLEMENT	13
2.2.1. <i>Avance</i>	13
2.2.2. <i>Répartition des paiements</i>	14
2.2.3. <i>Acomptes</i>	14
2.2.4. <i>Demande de paiement</i>	15
2.2.5. <i>Mode de règlement</i>	16
ARTICLE 3 : EXÉCUTION ET PÉRIMÈTRE DES PRESTATIONS.....	17
3.1. ENGAGEMENTS DU MAÎTRE D'ŒUVRE.....	17
3.1.1. <i>Respect du coût des travaux - Taux de tolérance à l'ACT</i>	17
3.1.2. <i>Respect du coût des travaux - Taux de tolérance à l'AOR</i>	17
3.2. DÉLAIS – PÉNALITÉS	18
3.2.1. <i>Délais</i>	18
3.2.2. <i>Pénalités</i>	21
3.3. DÉVELOPPEMENT DURABLE	23
3.3.1. <i>Clause d'insertion sociale</i>	23
3.3.2. <i>Clause environnementale</i>	23
3.4. LIVRABLES	24
3.5. MOYENS MIS À DISPOSITION DU MAÎTRE D'ŒUVRE	24
ARTICLE 4 : CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	25
4.1. OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION	25
4.2. DÉCISIONS APRÈS VÉRIFICATION	25

ARTICLE 5 : UTILISATION DES RÉSULTATS.....	25
5.1. CONNAISSANCES ANTÉRIEURES	25
5.2. RÉGIME DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE OU DES DROITS DE TOUTES NATURES RELATIFS AUX RÉSULTATS.....	25
ARTICLE 6 : MODIFICATION DU CONTRAT	26
ARTICLE 7 : RÉSILIATION	26
ARTICLE 8 : DÉROGATIONS AU CCAG-MOE ET AU CCAG-TRAVAUX	26

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Article 1 : Généralités

1.1. Caractéristiques principales du marché

1.1.1. Objet

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ont pour objet de définir l'ensemble des modalités de passation et des dispositions communes aux marchés subséquents qui seront passés dans le cadre de l'opération de restauration de la nécropole nationale de Zuydcoote (59123).

La mission confiée au maître d'œuvre doit permettre d'apporter une réponse architecturale, technique, économique au programme qui sera établi à l'issu du diagnostic et joint au présent marché, en conformité avec les dispositions du Livre IV de la deuxième partie du Code de la commande publique (C.C.P.), ainsi que le suivi de chantier dans le respect des normes en vigueur de telle manière que l'ouvrage puisse obtenir toutes les autorisations nécessaires à son exploitation.

1.1.2. Définition des prestations

Le présent marché est constitué des éléments suivants :

1.1.2.1. *Éléments de la mission de base*

Code	Libellé
APS	Avant-projet sommaire
APD	Avant-projet définitif
PRO	Études de projet
ACT	Assistance pour la passation du ou des contrat(s) de travaux
VISA	Contrôle du respect des dispositions du projet
DET	Direction de l'exécution des travaux
AOR	Assistance aux opérations de réception, de garantie de parfait achèvement et suivi des travaux de finalisation

1.1.2.2. *Éléments complémentaires de mission*

En tant que de besoin d'autres missions complémentaires peuvent être ajoutées.

Il est notamment confié au maître d'œuvre une mission complémentaire de diagnostic qui a pour objectif de renseigner le maître d'ouvrage sur l'état du site et sur la faisabilité de l'opération, d'étudier les solutions pouvant être réalisées, conformément aux dispositions de l'article R. 2431-19 du code de la commande publique et de l'article 1 de chacune de l'annexe II de l'arrêté du 22 mars 2019 constituant son annexe n° 20 et qui fait l'objet du marché subséquent N° 1.

1.1.2.3. *Contenu de la mission*

Les éléments de mission sont tels que définis dans la deuxième partie, Livre IV, Titre III, Chapitre 1^{er}, sections 1 et 2 du code de la commande publique et dans l'annexe II de l'arrêté du 22 mars 2019 constituant son annexe n° 20. Leur exécution est telle que prévue dans le document « Contenu des éléments de mission » constituant pièce du marché.

La dévolution des travaux est prévue par marchés séparés.

Le choix définitif du mode de dévolution sera confirmé au plus tard à la réception de l'élément AVP.

Par ailleurs, l'ONaCVG étant engagé dans une démarche de responsabilité sociétale, les marchés de travaux devront prévoir des dispositifs en faveur de développement durable ET de l'insertion sociale.

Dans le cadre des éléments de mission, des réunions sont prévues.

Le maître d'œuvre prévoira également au moins une réunion avec l'AMO et les représentants du site, pour présenter les différentes phases du projet, à l'issue du DIAG, de l'APS et de l'APD.

Le maître d'œuvre est tenu de participer à toutes les réunions nécessaires pour la réalisation de sa mission.

1.1.3. Technique d'achat : Accord cadre

Le marché prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire.

Il est exécuté par la conclusion de marchés subséquents, selon les dispositions des articles R. 2162-7 à R. 2162-12 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 100 000 € HT.

1.1.4. Durée globale

L'accord-cadre débute à la date de la notification du marché pour une durée de 48 mois, durée pendant laquelle tout marché subséquent peut être conclu.

1.1.5. Durées des marchés subséquents

Chaque marché subséquent débute à sa date de notification.

Le marché subséquent n° 1 (diagnostic) s'achève à l'issue de l'admission sans observation de la totalité des prestations objets du marché.

Le marché subséquent relatif à la mission de base et comprenant l'élément de mission AOR s'achève à la date de validation par le maître d'ouvrage de l'état du solde suivant la fin des travaux de finalisation.

La durée de chacun des autres marchés subséquents éventuels est indiquée dans ses pièces contractuelles.

1.1.6. Mise en œuvre du marché

1.1.6.1. Modalités de communication

Les parties au marché communiqueront entre elles :

- directement par OS contre récépissé daté et signé,
- par lettre recommandée avec accusé de réception postale,
- via le profil acheteur du maître d'ouvrage et dans les conditions fixées à l'article 3.1.2 du CCAG-MOE,
- par courrier électronique avec accusé de réception. Dans le cas où cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du maître d'œuvre, celui-ci sera invité à accuser réception pour valoir notification. À défaut d'accusé de réception, le maître d'œuvre est réputé avoir reçu cette notification à l'issue d'un délai de 8 jours à compter de la date d'envoi du courrier électronique.

À cette fin, le maître d'œuvre fournira en début de marché une adresse de courrier électronique valide.

1.1.6.2. Marchés subséquents

La forme des marchés subséquents passés sur la base de l'accord-cadre sera définie dans chaque marché subséquent, et sera un marché ordinaire.

Les marchés subséquents sont passés selon les modalités définies ci-après :

A- Consultation du titulaire

À la survenance du besoin et pendant toute la durée de l'accord-cadre, le titulaire sera invité, préalablement à la conclusion d'un marché subséquent, à compléter, par écrit son offre sur la base des termes couverts par l'accord-cadre, pour la satisfaction du besoin spécifique concerné. Les compléments ainsi apportés aux caractéristiques de l'offre initiale ne pourront avoir pour effet de les modifier substantiellement.

Le dossier de consultation comprendra les documents suivants :

- une lettre de consultation ;
- un projet de marché subséquent ;
- le cas échéant, toutes autres pièces contractuelles réclamées au stade des marchés subséquents.

et seront transmis au titulaire par courrier numérique avec preuve de réception.

B- Réponse du titulaire

La situation qui résulte de l'exclusivité dont bénéficie le titulaire de l'accord-cadre mono attributaire implique en contrepartie une obligation de production dans les prestations prévues à l'accord-cadre. Le titulaire est donc tenu de satisfaire aux demandes de l'acheteur et devra, éventuellement, répondre du préjudice d'une rupture dans la délivrance des prestations.

Il doit répondre aux consultations des marchés subséquents sollicitées par l'acheteur en respectant les engagements de son offre cadre (taux plafonds, délai(s)...).

En aucun cas le titulaire ne pourra proposer, pour un marché subséquent, une offre excédant les prix plafonds de l'accord-cadre.

Le délai de réponse à la consultation sera au minimum de dix (10) jours ouvrés.

C- Attribution du marché subséquent

Si l'offre complémentaire du titulaire répond au besoin, le marché subséquent lui est notifié.

Dans le cas contraire, le titulaire pourra être sollicité à nouveau pour compléter ou préciser sa proposition.

Ces dispositions ne font pas obstacle à une déclaration sans suite avec ou sans relance de la procédure.

D- Délai de validité des offres

À défaut d'indication dans la lettre de consultation d'un marché subséquent, la durée de validité des offres est au minimum de 60 jours à compter de la date limite de remise de l'offre du marché subséquent concerné.

L'offre doit être établie en valeur du mois M_0 défini à l'acte d'engagement du marché subséquent.

1.1.6.3. Ordres de services

Les marchés subséquents seront mis en œuvre au moyen d'ordres de services dans les conditions fixées à l'article 3.8 du CCAG-MOE.

En cas de groupement, les ordres de service sont notifiés au mandataire du groupement pour l'ensemble des membres du groupement. Le mandataire a seule compétence pour formuler des observations au maître d'ouvrage.

1.2. Intervenants

1.2.1. Acheteur – Maître d'ouvrage

1.2.1.1. Maître d'ouvrage

L'État est propriétaire des biens.

L'Office National des Combattants et des Victimes de Guerre (ONaCVG) assure la maîtrise d'ouvrage.

1.2.1.2. Gestion administrative du marché

La gestion du marché de maîtrise d'œuvre est assurée par le Département des achats de l'ONaCVG.

1.2.1.3. Assistant à maître d'ouvrage

Les coordonnées de l'assistant à maîtrise d'ouvrage, collaborateur interne représentant la maîtrise d'ouvrage, seront communiquées dans les conditions définies à l'article 3.3 du CCAG-MOE.

1.2.2. Titulaire – Maître d'œuvre

1.2.2.1. Représentant du titulaire/changement du représentant

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-MOE, le titulaire affecte à l'exécution des prestations une équipe de personnes qui sont nommément désignées dans son mémoire justificatif de l'offre.

1.2.2.2. Modification affectant le titulaire

Il est fait application des dispositions des articles 3.4.2 et 3.4.3 du CCAG-MOE.

1.2.2.3. Conditions relatives au groupement

En cas de groupement conjoint le mandataire est solidaire de chacun des autres membres.

1.2.2.4. Conditions relatives à la sous-traitance

Conformément à l'article 37 du décret N° 80-217 du 20 mars 1980 portant code de déontologie des architectes, l'architecte ne peut ni prendre ni donner en sous-traitance la mission définie à l'alinéa 2 de l'article 3 de la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977 : « Le projet architectural

(...) définit par des plans et documents écrits l'implantation des bâtiments, leur composition, leur organisation et l'expression de leur volume ainsi que le choix des matériaux et des couleurs. »

Le titulaire peut recourir à la sous-traitance à condition de l'avoir déclarée et avoir obtenu l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement par le maître d'ouvrage.

En précision à l'article 3.6.2 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre dispose d'un délai maximum de 15 jours pour communiquer les coordonnées de la personne habilitée à représenter le sous-traitant.

1.2.3. Autres intervenants

1.2.3.1. Contrôle technique

Les travaux sont soumis au contrôle technique prévu par les articles R. 125-17 à R. 125-21 du code de la construction et de l'habitation. La mission confiée par le maître d'ouvrage au contrôleur technique est de type L + S, complétée par les missions : Hand, LE.

Les coordonnées du contrôleur technique seront communiquées au maître d'œuvre ultérieurement.

Le maître d'œuvre devra obligatoirement solliciter les observations écrites du contrôleur technique au stade des études et de la réalisation de l'ouvrage afin d'obtenir son avis.

1.2.3.2. Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs

L'opération implique la participation d'un coordonnateur en matière de sécurité et prévention de la santé (CSPS) chargé d'une mission de 2^{ème} catégorie.

Le maître d'œuvre doit tenir compte à ses frais de l'ensemble des observations du CSPS intervenant afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade de la conception, que de la réalisation de l'ouvrage.

Le maître d'œuvre doit travailler conjointement avec le CSPS notamment pour ce qui concerne les études de conception, l'élaboration du plan général de coordination (PGC), la définition des dispositifs prévus pour la maintenance et la fourniture des pièces et documents nécessaires à la confection du dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage (DIUO).

Tout différend entre le maître d'œuvre et le CSPS est soumis au maître d'ouvrage.

Les coordonnées du coordonnateur seront communiquées au maître d'œuvre ultérieurement.

1.2.3.3. Les entrepreneurs de travaux

Le maître d'œuvre émettra les ordres de services nécessaires dans le cadre de la réalisation des ouvrages à destination des entrepreneurs de travaux.

Les ordres de services seront écrits, datés, numérotés et notifiés par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage.

Il est précisé, que le maître d'œuvre portera à la connaissance de l'ensemble des titulaires tous les titulaires de marchés de travaux, l'ordre de service adressé au titulaire du lot commençant le premier l'exécution des travaux.

Les ordres de service émis par le maître d'œuvre entraînant une modification des conditions d'exécution du marché, notamment en termes de délai d'exécution, de durée et de montants, font l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre s'assure de la bonne notification des ordres de services afin d'en déterminer date certaine dans un délai maximum de 8 jours après leur envoi.

Il adresse au maître d'ouvrage les preuves de notifications des ordres de service qu'il a émis.

1.2.3.4. Autres personnes concernées par l'opération

Le maître d'œuvre a l'obligation de se concerter et de coordonner ses études avec toutes personnes ou organismes concernés par l'opération.

Les coordonnées de ces prestataires externes seront communiquées au maître d'œuvre ultérieurement.

1.3. Pièces contractuelles

Cet article déroge à l'article 4.1 du CCAG-MOE.

1.3.1. Pièces constitutives de l'accord cadre

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
- Le bordereau des prix plafonds de l'accord-cadre (B.P.A.C.)
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le programme de l'opération qui sera arrêté à l'issue de la mission DIAG incluant l'enveloppe financière prévisionnelle
- Le contenu des éléments de mission relatif à l'opération
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (CCAG-MOE)
- Les clauses du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de Travaux (CCAG-Travaux) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et précisant le rôle du maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux éventuellement amendées par le ou les cahiers de clauses administratives particulières des marchés de travaux, dont le contenu aura été porté à la connaissance du maître d'œuvre
- Le fascicule 35 du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux de génie civil relatif aux « Aménagements paysagers, aires de sports et de loisirs de plein air » entré en vigueur par arrêté du 7 octobre 2021
- La note méthodologique du titulaire
- Les éventuels actes de sous-traitance

Pièce indicative :

- Charte paysagère des nécropoles nationales en France

1.3.2. Pièces constitutives des marchés subséquents

Les pièces constitutives de chaque marché subséquent, par ordre de priorité :

- L'ensemble des pièces particulières, générales et indicatives de l'accord-cadre, citées à l'article précédent
- Pour le MS1, la présentation de l'opération
- Les pièces particulières propres au marché subséquent :
 - L'acte d'engagement (AE) propre au marché subséquent et ses annexes

- Le cas échéant, toutes autres pièces contractuelles réclamées au stade des marchés subséquents (CCTP, offre financière, offre technique...).

1.4. Obligations générales d'exécution

1.4.1. Protection des données – RGPD

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, la loi N° 78-17 du 6 janvier 1978 (dite "loi informatique et libertés") dans sa dernière version en vigueur, modifiée notamment par la loi N° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, et transposant en droit français le règlement (UE) N° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018.

Le cas échéant, avant la mise en œuvre par le maître d'œuvre, pour le compte du maître d'ouvrage, d'un traitement comportant des données à caractère personnel, un avenant doit être conclu au présent marché pour définir à minima les obligations des parties et les conditions relatives au traitement.

1.4.2. Assurances

1.4.2.1. Maître d'œuvre

Conformément à l'article 9 du CCAG-MOE, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution, le titulaire unique ou le mandataire et ses cotraitants doivent justifier au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie, qu'ils sont titulaires :

- d'une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 et 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations objet du marché.
- d'une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles L. 241-1 et L. 243-2 du Code des Assurances.

À tout moment durant l'exécution du marché, le maître d'œuvre doit être en mesure de produire cette/ces attestation(s) en cours de validité, sur demande du maître d'ouvrage et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

1.4.2.2. Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage est son propre assureur.

Cependant, il est titulaire d'une assurance en responsabilité civile.

Le maître d'ouvrage ne souscrira pas à un contrat collectif de responsabilité décennale (CCRD), ni à une police unique de chantier (PUC), ni à l'option tout risque chantier (TRC).

1.4.3. Documents à produire en cours d'exécution

Conformément à la réglementation en vigueur, le maître d'œuvre, ou chacun des membres du groupement, ainsi que, le cas échéant, chacun des sous-traitants, devra produire, TOUS LES 6 MOIS, à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les documents ci-après.

En cas de retard dans la production de ces documents, le maître d'œuvre est passible des pénalités de retard prévues à l'article [3.2.2.1](#) ci-dessous.

En cas d'inexactitude ou de non production de ces documents, le marché pourra être résilié.

Documents fiscaux et sociaux :

- Pour le(s) cocontractant(s) établi(s) ou domicilié(s) en France, les pièces prévues aux articles R. 2143-7 à R. 2143-9 du Code de la commande publique, et notamment les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le titulaire a satisfait à ses obligations fiscales (impôt sur le revenu ou impôt sur les sociétés, taxe sur la valeur ajoutée) et sociales,
- Pour le(s) cocontractant(s) établi(s) ou domicilié(s) à l'étranger, les pièces prévues aux articles R. 2143-7 à R. 2143-9 du Code de la commande publique.

Liste nominative des salariés étrangers :

Conformément aux articles D. 8254-1 à 6 du Code du Travail, la liste nominative des salariés étrangers employés par le maître d'œuvre et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du Travail. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précisera pour chaque salarié : sa date d'embauche, sa nationalité et le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Article 2 : Prix et règlement

2.1. Prix du marché

2.1.1. Définition de la rémunération

La rémunération forfaitaire de chaque marché subséquent couvre l'intégralité des prestations nécessaires pour mener la mission à bonne fin, dans les circonstances de temps, de lieu, de délai et de complexité de l'opération que le maître d'œuvre est réputé connaître. La rémunération est exclusive de toute autre rémunération de la part d'un tiers au titre de la même opération.

La rémunération comprend l'ensemble des charge et frais énumérés à l'article 10.1.3 du CCAG-MOE.

La rémunération ne pourra être modifiée que dans le cas où existeront simultanément une modification des clauses du marché et un bouleversement de l'économie du marché. On entend par bouleversement de l'économie du marché une modification du forfait de rémunération de plus de 5 %. Dans tous les cas, le maître d'œuvre devra apporter la preuve chiffrée du préjudice subi.

2.1.2. Base de la rémunération

La rémunération de la mission Diag est globale et forfaitaire telle que proposée par le titulaire à l'acte d'engagement du marché subséquent n° 1.

Pour les autres éléments de mission, la rémunération provisoire est basée sur le programme, arrêté à l'issue de la mission Diagnostic et constituant pièce du marché et de manière indicative sur l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux et mentionnée à l'acte d'engagement du/des marchés subséquent(s).

2.1.3. Rémunération provisoire/définitive

La rémunération du marché subséquent n° 1 est ferme et définitive dès la conclusion du marché.

Pour les marchés subséquents relatifs aux autres éléments de mission, la rémunération définitive du maître d'œuvre sera calculée dans les conditions suivantes :

À la remise de l'élément APD, le maître d'œuvre fournira l'estimation du coût prévisionnel des travaux en distinguant :

- le coût des travaux indispensables au respect du programme initial,
- le coût des travaux proposés par le maître d'œuvre et non indispensables au respect du programme,
- le coût des travaux complémentaires aux programmes éventuellement demandés par le maître de l'ouvrage.

On entend par coût prévisionnel des travaux l'ensemble des dépenses nécessaires à l'obtention d'un ouvrage fonctionnel conforme aux besoins, attentes et contraintes définis dans le programme, hors interventions sur le domaine public concernant les réseaux et l'accessibilité à l'ouvrage.

Cette estimation du coût prévisionnel des travaux sera ramenée en valeur mois M_0 enveloppe par application du coefficient :

$$C = I M_{0env-3} / I M_{-3}$$

où

$I M_{0env-3}$ = valeur de l'index trois mois avant le mois M_0 enveloppe fixé à l'acte d'engagement.

$I M_{-3}$ = valeur de l'index trois mois avant la date de valeur de l'estimation par le maître d'œuvre

Index : BT 50 — <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001710982>

L'estimation du coût prévisionnel des travaux établie par le maître d'œuvre à l'issue de l'élément APD, ramenée en valeur M_0 enveloppe, ne devra pas dépasser le montant de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux.

Si l'estimation du coût prévisionnel des travaux diminuée des demandes du maître d'ouvrage non indispensables au respect du programme est supérieure au montant de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux et mentionnée à l'acte d'engagement, le maître d'ouvrage pourra, au choix :

- exiger une reprise des études sans indemnisation et ce, autant de fois qu'il sera nécessaire pour respecter l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux dans le délai prescrit par l'ordre de service.
- résilier le contrat aux torts exclusifs du maître d'œuvre. Dans ce cas, la rémunération de la mission effectuée au jour de la résiliation sera réduite de moitié,
- accepter tout ou partie du coût prévisionnel des travaux proposés, sans rémunération complémentaire, le calcul des pénalités restant basé sur le respect de l'enveloppe initiale. Le maître d'œuvre ne peut se prévaloir d'une proportionnalité entre l'évolution du coût des travaux et sa rémunération.

La rémunération définitive (R_d) sera égale à la rémunération provisoire (R_p) fixée à l'acte d'engagement, éventuellement corrigée par l'incidence des prestations demandées par le maître de l'ouvrage et non indispensables au respect du programme (PMOA) :

$$R_d = R_p + CR$$

Le maître d'œuvre produira un justificatif détaillé des études complémentaires nécessaires.

Le complément de rémunération éventuel ne pourra pas excéder :

$$CR = (R_p \times PMOA / Env)$$

Env = enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux.

La rémunération définitive et le coût prévisionnel des travaux seront arrêtés par ordre de service du maître d'ouvrage.

Toute modification de programme et hausse de la rémunération feront l'objet d'un avenant.

2.1.4. Variation des prix

Par dérogation à l'article 10 du CCAG-MOE, la date d'établissement des prix est le mois M₀ tel qu'indiqué sur l'acte d'engagement de l'accord-cadre.

Le prix des marchés subséquents est actualisable à la date de leur notification, selon les dispositions de l'article 10.1.2 du CCAG-MOE.

Si la valeur définitive de l'index n'est pas publiée au moment du dépôt de la demande de paiement, il sera fait usage de la dernière valeur connue de l'index.

2.2. Modalités de règlement

2.2.1. Avance

Sauf refus du maître d'œuvre ou du sous-traitant, les dispositions ci-après s'appliquent.

Lorsque le montant initial du marché subséquent est supérieur à 50 000 € et si le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, il est fait application de l'option B de l'article 11.1 du CCAG-MOE :

Le taux de l'avance est de 5 %.

- Si la durée du marché subséquent est inférieure ou égale à 12 mois, le montant de l'avance sera obtenu par application du taux défini ci-dessus au montant initial du marché subséquent.
- Si la durée du marché subséquent est supérieure à 12 mois, le montant de l'avance est calculé de la façon suivante :

$$\frac{\text{Montant TTC} \times 12 \times \text{taux de l'avance ci-dessus défini}}{\text{Durée en mois} \times 100}$$

Le montant du marché subséquent est entendu comme le montant correspondant au montant des prestations exécutées en propre par l'entreprise destinataire de l'avance.

La résorption de l'avance s'effectuera selon les modalités ci-après :

Le remboursement complet de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le maître d'œuvre atteint 80 % du montant TTC des prestations qui lui sont confiées.

Le remboursement de cette avance s'effectuera au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65 % du montant du marché selon la formule suivante :

$$\text{Montant de la résorption} = \frac{\text{Montant de l'avance} \times (\% \text{ avancement des prestations} - 65)}{0,15}$$

En cas de sous-traitance acceptée postérieurement au versement de l'avance au maître d'œuvre, Le remboursement par le maître d'œuvre de la fraction de l'avance correspondant aux prestations sous traitées s'impute sur les sommes qui lui sont dues dès la notification de l'acte spécial.

2.2.2. Répartition des paiements

2.2.2.1. *En cas de groupement*

Conformément à l'article 12.1 du CCAG-MOE, en cas de groupement, le mandataire est, seul, habilité à présenter au maître d'ouvrage les demandes de paiement qui sont décomposées en autant de partie qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Il est, seul, habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

En cas de groupement solidaire, les entreprises cotraitantes peuvent demander à l'article 4 de l'acte d'engagement le paiement sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou à celui du mandataire.

2.2.2.2. *En cas de sous-traitance*

Le sous-traitant, dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur, doit déposer sa demande de paiement qui est soumise à validation du maître d'œuvre. Le maître d'œuvre dispose d'un délai de 15 jours pour donner son accord ou notifier son refus. Passé ce délai la demande de paiement sera adressée automatiquement au maître d'ouvrage.

En cas de sous-traitance indirecte, le sous-traitant de premier rang doit fournir une caution personnelle et solidaire. La maîtrise d'ouvrage ne signera pas de subrogation de paiement.

2.2.3. Acomptes

Les acomptes peuvent être demandés dans le mois qui suit l'exécution des prestations.

Le maître d'œuvre doit pour chaque demande de paiement d'acompte regrouper les demandes de paiement des membres du groupement et/ou des sous-traitants. Ainsi il ne sera accepté au maximum qu'une seule demande de paiement mensuel.

Le maître d'œuvre doit transmettre sa demande de paiement en indiquant la période d'exécution concernée, les prestations effectuées et leur montant. Il peut regrouper dans une demande de paiement des acomptes relatifs à plusieurs éléments de mission.

Par dérogation à l'article 11.2 du CCAG-MOE, chaque élément sera réglé dans les conditions suivantes :

ÉLÉMENT	PART	CONDITIONS
DIAG	100 %	Admission de l'élément
APS	100 %	Admission de l'élément
APD	60 %	Admission de l'élément
	40 %	Délivrance des avis favorables aux demandes d'autorisations administratives
PRO	100 %	Admission de l'élément
ACT	50 %	Admission du Dossier de Consultation des Entreprises
	50 %	Notification du dernier marché de travaux ou de la décision de classement sans suite
VISA	15 %	À l'issue de la période de préparation
	solde	Proportionnellement à l'avancement des travaux
DET	Sur 85 %	Proportionnellement à l'avancement des travaux
	15 %	Réception par le maître d'ouvrage du décompte général définitif

ÉLÉMENT	PART	CONDITIONS
AOR	25 %	Réception par le maître d'ouvrage du ou des dossiers des ouvrages exécutés (DOE) visé(s) par le maître d'œuvre
	25 %	Réception par le maître d'ouvrage du procès-verbal des opérations préalables à la réception
	20 %	Réception du procès-verbal de levée des réserves
	15 %	À la date de fin du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages prévue à l'article 44.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux ou à l'issue de sa prolongation par le maître d'ouvrage en application du 44.2 dudit CCAG-TVX
	15 %	À la date de fin du délai de garantie des végétaux prévue à l'article J.28 du fascicule 35 du CCTG-TVX de génie civil

2.2.4. *Demande de paiement*

2.2.4.1. *Contenu de la demande de paiement*

Le contenu de la demande de paiement doit être conforme aux dispositions de l'article 11.3 du CCAG-MOE.

L'adresse de facturation inscrite sur les demandes de paiement est **obligatoirement** :

ONaCVG/Agence Comptable Principale (SFACT)

Hôtel National des Invalides
129 rue de Grenelle - Escalier B
CS70780

75700 PARIS CEDEX 07
Courriel sfact@onacvg.fr

2.2.4.2. *Calcul de la demande de paiement*

Le calcul des sommes dues est établi par le maître d'œuvre.

2.2.4.3. *Remise de la demande de paiement*

Par dérogation à l'article 11.5 du CCAG-MOE, la remise d'une demande de paiement intervient après l'admission des prestations.

Pour les demandes d'acomptes mensuels, la remise de la demande de paiement intervient au début de chaque mois en ce qui concerne les prestations effectuées le mois précédent.

Le maître d'œuvre transmet au maître d'ouvrage une demande de paiement mensuelle établissant le montant total, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci.

Ces demandes de paiement (factures) sont adressées **uniquement par voie dématérialisée** (article L. 2192-5 du code de la commande publique) par la passerelle **CHORUS PRO** (dépôt dans l'espace "Factures de travaux" de la solution) en utilisant le **code SIRET** de l'ONaCVG 180 007 015 00019 ainsi que le **n° d'engagement (EJ)** fourni lors de la notification.

Le titulaire/mandataire choisit le cadre de facturation A4 (projet de décompte mensuel) ou A7 (projet de décompte final) et complète, pour le maître d'œuvre, le numéro de SIRET de l'ONaCVG.

En cas de sous-traitance ou cotraitance, les titulaires doivent ajouter l'espace « factures à valider » à leur « structure » dans Chorus Pro.

Le sous-traitant choisit le cadre de facturation A10 (demande de paiement dans le cadre de marchés de travaux) et complète le numéro de SIRET du titulaire.

Le cotraitant choisit le cadre de facturation A13 (demande de paiement dans le cadre de marchés de travaux) et complète le numéro de SIRET du mandataire.

2.2.4.4. Acceptation de la demande de paiement

Le maître d'ouvrage accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître les réfections imposées. Notamment, en cas d'exécution de prestations aux frais et risques du maître d'œuvre défaillant, le surcoût supporté par le maître d'ouvrage, correspondant à la différence entre le prix qu'il aurait dû régler au maître d'œuvre pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du maître d'œuvre défaillant, est déduit des sommes dues au maître d'œuvre au titre des prestations admises.

Le maître d'ouvrage arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, il le notifie, ainsi arrêté, au maître d'œuvre.

2.2.4.5. Demande de paiement finale

Par dérogation à l'article 11.7.2 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre transmet le décompte final dans le mois qui suit le constat de fin de mission (soit à la fin de la Garantie de Parfait Achèvement).

2.2.4.6. Décompte général définitif

Le décompte général et définitif est établi dans les conditions fixées à l'article 11.8 du CCAG-MOE.

À l'exception des dispositions suivantes :

Par dérogation à l'article 11.8.1 du CCAG-MOE, l'absence d'une mention relative à un litige ou d'une réclamation connue à la date de signature du décompte général, ne pourra faire obstacle à l'appel en garantie des condamnations qui pourraient être prononcées à l'encontre du maître d'œuvre.

2.2.5. Mode de règlement

2.2.5.1. Délai de paiement

Le délai de paiement des prestations est de 30 jours maximum à compter :

- Pour l'avance : de la notification du marché subséquent.
- Pour les acomptes : à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.
Toutefois, conformément à l'article R. 2192-17 du Code de la commande publique, le délai de paiement court à compter de la date à laquelle la conformité des prestations aux stipulations contractuelles est constatée, si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.
- Pour le solde : la date de réception du décompte général et définitif par le maître d'ouvrage.

2.2.5.2. Intérêts moratoires et indemnité forfaitaire

Il est fait application des articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du code de la commande publique.

Article 3 : Exécution et périmètre des prestations

3.1. Engagements du maître d'œuvre

3.1.1. Respect du coût des travaux - Taux de tolérance à l'ACT

Pour la préparation de l'analyse des offres, le maître d'œuvre respectera les dispositions réglementaires en matière de passation de marchés et appliquera les critères et la méthode du « mieux disant » établie par le maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre est contractuellement engagé au respect du coût prévisionnel des travaux défini à l'issue de l'APD. Le contrôle de cet engagement se fait dans les conditions suivantes :

À la remise des offres, l'écart entre le montant global des offres des entreprises retenues ramené en valeur M_0 et le coût prévisionnel des travaux ne peut être supérieur à 6 %.

Le montant global des offres des entreprises retenues sera ramené en valeur mois M_0 enveloppe. Il sera calculé par addition des montants des offres retenues de chacun des lots de l'opération auquel on appliquera le coefficient :

$$C = \frac{I(M_{0-3})}{I(M_{-3})}$$

dans lequel :

$I(M_{0-3})$ = valeur de l'index trois mois avant le mois M_0

$I(M_{-3})$ = valeur de l'index trois mois avant le mois de valeur des offres des marchés de travaux

Index : BT 50 — <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001710982>

Si le résultat de la consultation est supérieur à cet écart, le maître d'ouvrage peut :

- soit demander au maître d'œuvre d'adapter ses études pour tous les lots ou pour seulement certains d'entre eux. Le maître d'œuvre poursuivra ces nouvelles études sans rémunération supplémentaire tant que les nouvelles offres des entreprises ne sont pas satisfaisantes. Il prendra également en compte les éventuelles incidences des modifications d'un lot sur les autres lots.
- soit résilier le marché s'il estime que les modifications nécessaires au respect du coût prévisionnel dénaturent le programme. Dans ce cas, la résiliation se fera aux torts exclusifs du maître d'œuvre et la rémunération de la mission effectuée depuis la notification jusqu'à la résiliation sera réduite de moitié.
- soit accepter le nouveau coût des travaux, dans ce cas le maître d'œuvre subira une pénalité égale à 5 % du dépassement du coût prévisionnel arrêté à l'APD. Cette pénalité n'est pas plafonnée.

3.1.2. Respect du coût des travaux - Taux de tolérance à l'AOR

Le maître d'œuvre est contractuellement engagé au respect du coût résultant des marchés de travaux conclus par le maître d'ouvrage. Le contrôle de cet engagement se fait dans les conditions suivantes :

Au moment de la notification par le maître d'ouvrage du Décompte Général et Définitif aux entreprises, l'écart entre le coût total définitif des travaux (non compris les travaux éventuels imputables au maître d'ouvrage) et le montant résultant des marchés de travaux ne peut être supérieur à 5 %.

Si l'écart excède le taux de tolérance, une pénalité sera appliquée : la rémunération sera réduite d'un montant égal à 20 % de l'écart, dans la limite de 15 % de la rémunération des éléments

postérieurs à l'attribution des marchés de travaux, y compris éléments complémentaires de mission.

Si l'écart est négatif, il ne sera pas appliqué de bonification.

La comparaison entre le coût total définitif des travaux et le montant des marchés de travaux conclus par le maître d'ouvrage est effectué hors variations des prix éventuelles.

Le coût total définitif des travaux comprend tous les travaux nécessaires au respect du programme de l'opération.

3.2. Délais – Pénalités

3.2.1. Délais

3.2.1.1. *Délais d'exécution des éléments de mission*

La durée de la mission DIAG, objet du marché subséquent n° 1 est celle proposée par le titulaire dans son offre et acceptée par l'ONaCVG, sans que celle-ci ne puisse excéder douze (12) semaines à compter de la date de notification du marché, maximum exigé par le maître d'ouvrage.

Le délai d'exécution des autres éléments de mission sont fixés en jours ouvrés, comme suit :

Éléments de mission	Partie de l'élément de mission	Point de départ du délai	Délai d'exécution	Délai de validation par le MOA
DIAG	Diagnostic	Notification du marché subséquent, par dérogation à l'article 15.1.4 du CCAG-MOE	12 semaines	4 semaines
APS+APD	Dossier APS	Notification du marché subséquent, par dérogation à l'article 15.1.4 du CCAG-MOE	6 semaines	4 semaines
	APD + autorisations administratives	Ordre de service prescrivant le début de la mission	5 semaines	4 semaines
PRO	Dossier PRO	Ordre de service prescrivant le début de la mission	3 semaines	2 semaines
ACT	DCE	Ordre de service prescrivant le début de la mission	6 semaines	6 semaines
	Rapport d'analyse des candidatures et offres	Remise des plis	10 jours ouvrés	10 jours ouvrés

Éléments de mission	Partie de l'élément de mission	Point de départ du délai	Délai d'exécution	Délai de validation par le MOA
VISA		Notification des marchés de travaux, par dérogation à l'article 15.1.4 du CCAG-MOE	Durée des travaux	
	Liste des documents à produire par le ou les entrepreneurs au titre des études d'exécution et soumis au visa	Notification des marchés de travaux	1 semaine	
	Délivrance des VISA	Réception des documents	1 semaine, par dérogation à l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux	
	Liste des documents produits par le ou les entrepreneurs au titre des études d'exécution complétée par la date du visa du MOE		Mise à jour à chaque compte rendu de chantier	
DET		Ordre de service prescrivant le début de la mission	Pendant toute la durée des travaux	
	Rapport d'incident	Fait générateur ou révélation d'une difficulté	Maximum 1 semaine	1 semaine
	Demande de modification des travaux	À réception du devis de l'entrepreneur	Maximum 1 semaine	2 semaines
	Comptes rendus de chantier	Réunion de chantier	24 heures	5 jours
	Établissement des états d'acompte et du décompte final	Date de réception de la demande de paiement du ou des entrepreneurs dans CHORUS PRO	7 jours (EA) 10 jours (DF)	10 jours
	Instruction des mémoires en réclamation	Réception du mémoire	10 jours	Cf. article 55.1 du CCAG-Travaux
DOE	DOE (visa)	Date des OPR	1 mois	3 semaines

Éléments de mission	Partie de l'élément de mission	Point de départ du délai	Délai d'exécution	Délai de validation par le MOA
AOR	OPR – EXE4 + PV de constat de réalisation des prestations végétales	Date des OPR	Le jour des OPR	
	OPR – EXE5	Date des OPR	5 jours	25 jours
	OPR pour la levée des réserves – EXE8	Date des OPR pour la levée des réserves	Le jour des OPR pour la levée des réserves	
	OPR pour la levée des réserves – EXE9	Date des OPR pour la levée des réserves	5 jours	25 jours
	Garantie de parfait achèvement			
	Constat de désordre	Fait générateur	2 jours	
	Constat d'exécution	Constataction de l'exécution des travaux	5 jours	
	Procès-verbal de fin de GPA	Date de visite sur site (cf. le contenu des éléments de mission)	5 jours	
	Attestation de parfait achèvement des travaux	Date anniversaire de la date retenue dans l'EXE6 pour l'achèvement des travaux ou, le cas échéant, à l'issue de la prolongation de la GPA	10 jours	
	Travaux de finalisation des végétaux – Garantie des végétaux			
	PV du premier constat de couverture des gazons	Après la première tonte	5 jours	
	PV du premier constat de reprise et de conformité variétale	Au plus tard un mois avant la fin de la première année de garantie des végétaux	5 jours	
	PV du second constat de couverture des gazons	Au plus tard un mois avant la fin de la garantie des gazons	5 jours	
	PV du second constat de reprise et de conformité variétale	Au plus tard un mois avant la fin de la garantie des végétaux	5 jours	

3.2.1.2. Délais de vérification des décomptes des entrepreneurs

Au cours des travaux, le maître d'œuvre vérifie les situations des entrepreneurs selon les dispositions prévues aux marchés de travaux et selon les modèles d'état d'acompte et tableau de révision fournis par le maître d'ouvrage.

Les propositions d'acompte en découlant doivent être déposées sur Chorus Pro dans un délai de sept jours (dix jours pour le décompte final) à compter de la date de dépôt sur Chorus Pro du projet de décompte de l'entreprise.

Après mise en demeure infructueuse, le maître d'ouvrage pourra faire exécuter les prestations de vérification aux frais et risques du maître d'œuvre.

3.2.1.3. Prolongation des délais d'exécution

En cas d'impossibilité de respecter les délais d'exécution, pour une cause extérieure au maître d'œuvre, le délai sera prolongé par le maître d'ouvrage suite à la demande établie dans les conditions prévues aux articles 15.3.1 et 15.3.2 du CCAG-MOE par le maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 15.3.5 du CCAG-MOE, en cas de prolongation de la durée du chantier ayant pour conséquence une augmentation de plus de 20 % par rapport à celle prévue dans les documents particuliers des marchés de travaux, les parties se rapprocheront afin d'une part, d'examiner les causes de ce retard, et, d'autre part, de déterminer si ce retard ouvre droit à rémunération complémentaire.

En tout état de cause, aucune rémunération complémentaire ne sera due au maître d'œuvre en cas de retard découlant de sa responsabilité contractuelle (dont le devoir de conseil). Il devra en outre justifier qu'il a accompli toutes les actions utiles avec diligences nécessaire au respect des délais par les entreprises de travaux (mise en demeure des entreprises concernées, saisine du maître d'ouvrage dès constat de la défaillance, etc.).

3.2.2. Pénalités

Le maître d'œuvre reste intégralement redevable de la prestation dont le retard ou la non réalisation donne lieu à l'application de pénalité, et ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité.

3.2.2.1. Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE, la formule utilisée pour calculer les pénalités ou le montant forfaitaire appliqué ou la méthode appliquée sont, pour les pénalités ci-dessous :

- En cas de retard dans la transmission des documents d'études, de leur adaptation ainsi que de tout document constitutif des éléments de mission ci-dessous, les pénalités seront calculées de la manière suivante :

$$P = V \times T_p \times J_r$$

P : montant de la pénalité en euros HT

Jr : nombre de jours calendaires de retard

Tp : taux de pénalisation journalier (voir tableau ci-dessous),

V : valeur de l'élément de mission objet du retard d'exécution exprimée en euros HT

Éléments de mission	Montant / Taux de pénalité journalière (Tp)
DIAG	100 €/jour
AVP (APS+APD)	5/1000 ^{ème}
PRO	5/1000 ^{ème}
ACT	5/1000 ^{ème}

Éléments de mission	Montant / Taux de pénalité journalière (Tp)
VISA	10/1000 ^{ème}
DET	1/1000 ^{ème}
DOE	1/1000 ^{ème}

- En cas de retard sur les délais de vérification des décomptes (mensuels ou final) des entrepreneurs, dans l'établissement des états d'acompte, ou du décompte général, une pénalité fixée à 20 € par jour de retard et par demande d'acompte retardée sera appliquée. Ces montants sont doublés au bout du 10^{ème} jour de retard. Ces montants seront majorés du montant des intérêts moratoires et de l'indemnitaire forfaitaire que le maître d'ouvrage serait susceptible de payer à l'entrepreneur du fait du retard du maître d'œuvre dans les opérations de vérification.
- En cas de retard dans la remise de tout document ou information administratif (assurance, déclaration de sous-traitant, pièces exigées par le code du travail, désignation des représentants, modification affectant le titulaire, etc.) une pénalité fixée à 20 € par jour de retard et par document ou information.
- En cas de dépassement du délai contractuel de livraison défini par les contrats de travaux, éventuellement prolongé dans les conditions énoncées à l'article [3.2.1.3](#) ci-dessus, le maître d'œuvre subira une pénalité de 50 € par jour calendaire de retard.

Par dérogation à l'article 16.2.2, le montant cumulé des pénalités de retard est plafonné à 20 % du montant du marché subséquent concerné.

3.2.2.2. *Autres pénalités*

- Pénalités pour non-respect du coût des travaux – taux de tolérance à l'ACT et à l'AOR

Voir articles [3.1.1](#) et [3.1.2](#) ci-dessus.

- Pénalités pour violation des obligations de sécurité et de confidentialité

En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées à l'article 5 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre s'expose aux pénalités suivantes :

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 0,5 % du montant du marché ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant du marché.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

Le maître d'ouvrage invite préalablement le maître d'œuvre, par écrit, à présenter ses observations dans un délai minimal de 15 jours. La demande du maître d'ouvrage est motivée et précise le montant de la pénalité envisagé. En l'absence de réponse, ou suite aux observations du maître d'œuvre jugées insuffisantes par le maître d'ouvrage, les pénalités seront appliquées.

- Pénalités pour non-respect de la clause d'insertion sociale

En application de l'article 18.1.5 du CCAG-MOE, en cas de non-respect de ses obligations sociales, le maître d'œuvre s'expose à une pénalité de 80 € par manquement.

- Pénalités pour non-respect des obligations environnementales

En application de l'article 18.2.3 du CCAG-MOE, en cas de non-respect de ses obligations environnementales, le maître d'œuvre s'expose à une pénalité de 400 € par manquement.

- Vigilance en matière d'hébergement

En cas d'application des dispositions de l'article L. 4231-1 du Code du travail 2^e alinéa, il sera appliqué au maître d'œuvre, sans mise en demeure préalable, une pénalité égale à la totalité des frais engagés par la maîtrise d'ouvrage pour satisfaire à cette disposition, majorée de 5 %.

- En matière de lutte contre le travail dissimulé

Au cas où le maître d'œuvre n'aurait pas donné suite à l'injonction de régulariser sa situation dans ce domaine, l'ONACVG peut :

- appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 300 €, dans les limites prévues par les textes,
- résilier le marché sans indemnités, aux frais et risques du maître d'œuvre.

3.2.2.3. *Recouvrement des pénalités*

Le montant des pénalités sera calculé et prélevé par précompte sur les acomptes ou par émission d'un ordre de recouvrer lorsque le reliquat du marché est insuffisant.

Le titulaire reste intégralement redevable de la prestation dont le retard ou la non réalisation donne lieu à l'application de ladite pénalité, et ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité.

3.3. Développement durable

3.3.1. Clause d'insertion sociale

Les enjeux sociaux seront pris en compte dans les exigences techniques décrites dans les CCTP que le titulaire rédigera pour les marchés de travaux.

Le maître d'ouvrage se rapprochera éventuellement d'un facilitateur.

En cas de non-respect de cette obligation, il sera fait application des pénalités prévues à l'article [3.2.2.2](#) supra.

3.3.2. Clause environnementale

Le maître d'œuvre est soumis au respect d'obligations environnementales selon les dispositions de l'article 18.2 du CCAG-MOE, dans les conditions suivantes :

Les enjeux environnementaux seront pris en compte dans les exigences techniques décrites dans les CCTP que le titulaire rédigera pour les marchés de travaux.

Ces clauses environnementales dans les CCTP pourront prendre en compte :

- la composition des produits et notamment leur caractère écologique, polluant ou toxique ;

- les actions en faveur du réemploi, de la réutilisation, du reconditionnement, de l'intégration de matières recyclées et du recyclage ;
- la prévention de la production des déchets et leur orientation vers des filières de valorisation ;
- les pratiques environnementales appliquées aux modalités d'exécution des prestations et notamment les politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'amélioration de la qualité de l'air ;
- la réduction des impacts sur la biodiversité ;
- la sensibilisation des intervenants aux problématiques environnementales liées à l'exécution du marché.

En cas de non-respect de cette obligation, il sera fait application des pénalités prévues à l'article [3.2.2.2](#) supra.

3.4. Livrables

Les documents d'étude sont remis pour vérification et admission en nombre d'exemplaires comme indiqué ci-dessous. Le maître d'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents dans le cadre de l'opération.

Éléments	Support
DIAG	Format dématérialisé + papier (nombres d'exemplaires à déterminer avant la réunion de présentation)
APS	Format dématérialisé (plans aux formats PDF) + papier (nombres d'exemplaires à déterminer avant la réunion de présentation)
APD	Format dématérialisé (plans aux formats PDF + DWG) + papier (nombres d'exemplaires à déterminer avant la réunion de présentation)
Dossier de demandes d'autorisations administratives	Format papier en autant d'exemplaire que nécessaire + format dématérialisé modifiable
PRO	Format dématérialisé modifiable (plans aux formats PDF + DWG)
DCE	Format dématérialisé modifiable (CCTP en Word et annexes financières en Excel) (tableau d'analyse des offres en Excel selon modèle fourni)
ACT	
VISA	Format dématérialisé
Réception	
DOE	1 format papier + format dématérialisé + plans aux formats PDF + DWG

3.5. Moyens mis à disposition du maître d'œuvre

Lors de l'exécution des travaux, le maître d'œuvre pourra utiliser la base vie installée par les entrepreneurs de l'opération.

Article 4 : Constatation de l'exécution des prestations

4.1. Opérations de vérification

Le titulaire transmet les documents d'études dès achèvement des prestations et, au plus tard, à l'issue du délai contractuel fixé.

Par dérogation aux articles 20.4.2 et 20.5 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage sont dispensés d'aviser, par écrit, l'autre partie, de la date de présentation des prestations pour vérification et de la date de vérification.

4.2. Décisions après vérification

La décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet sera prononcée par le représentant de l'acheteur habilité à cet effet dans les conditions prévues à l'article 21 du CCAG-MOE.

En cas de décision d'ajournement, par dérogation à l'article 21.2.1 du CCAG-MOE, l'acheteur pourra demander au titulaire à présenter de nouveau les prestations mises au point dans un délai inférieur à 30 jours

Par dérogation à l'article 21.3 du CCAG-MOE, lorsque le titulaire formule des observations dans le délai de 15 jours qui lui est imparti après réception d'une décision d'admission avec réfaction, le représentant de l'acheteur habilité à cet effet dispose d'un délai d'un mois pour notifier une nouvelle décision.

Article 5 : Utilisation des résultats

En complément du chapitre 5 du CCAG-MOE, il est précisé :

Les « tiers désignés » sont ceux précisés à l'article 1.2 supra.

5.1. Connaissances antérieures

Les connaissances antérieures nécessaires à l'exécution du marché et appartenant au maître d'ouvrage sont :

- tous les documents, rapports (etc.) remis au maître d'œuvre ainsi que toutes les éventuelles corrections qu'il apporte aux différents livrables remis dans le cadre des prestations commandées.
- tous les éléments mis à disposition du maître d'œuvre par maître d'ouvrage, dans le cadre des prestations commandées.

Les connaissances antérieures nécessaires à l'exécution du marché et appartenant au maître d'œuvre sont : sa méthode, ses outils, son savoir-faire et ses documentations utilisés pour exécuter le marché. Ces éléments sont tels qu'exposés dans sa note méthodologique.

5.2. Régime des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toutes natures relatifs aux résultats

Il est fait application du chapitre 5 du CCAG-MOE.

Article 6 : Modification du contrat

Si cela s'avère nécessaire à la bonne réalisation du marché, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'utiliser les dispositions des articles R. 2122-7, R. 2194-1 à R. 2194-10 du Code de la commande publique et de l'article 26 du CCAG-MOE pour :

- modifier des prestations prévues initialement,
- ajouter des prestations non prévues initialement mais devenues nécessaires à la réalisation du marché,
- pour la réalisation de prestations similaires à celles du marché initial,
- en cas de circonstances exceptionnelles.

Article 7 : Résiliation

Les stipulations des articles 27 à 34 du CCAG-MOE, relatives à la résiliation du marché, sont applicables, sous réserve de la dérogation suivante :

Par dérogation à l'alinéa 1 de l'article 32.5 du CCAG-MOE, la notification du décompte de résiliation au maître d'œuvre par le maître d'ouvrage interviendra dans un délai de deux mois à compter de la plus tardive des deux dates suivantes :

- Date d'effet de la résiliation
- Date de notification de la décision de résiliation

Lorsque l'acheteur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant, au montant initial hors taxes non révisé du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 3 %.

Article 8 : Dérogations au CCAG-MOE et au CCAG-Travaux

Articles du présent C.C.A.P. qui dérogent au CCAG-MOE	Articles du CCAG-MOE auxquels il est dérogé
Article 1.2.2.1 : Personnes nommément désignées	Article 3.4.1
Article 1.3 : Pièces constitutives du marché	Article 4.1
Article 2.1.4 : Prix	Article 10
Article 2.2.3 : Acomptes	Article 11.2
Article 2.2.4.3 : Remise de la demande de paiement	Article 11.5
Article 2.2.4.5 : Date notification décompte final	Article 11.7.2
Article 2.2.4.6 : Décompte général définitif	Article 11.8.1
Article 3.2.1.1 : Point de départ du délai d'exécution des missions	Article 15.1.4
Article 3.2.1.3 : Conséquence prolongation durée de chantier	Article 15.3.5

Articles du présent C.C.A.P. qui dérogent au CCAG-MOE	Articles du CCAG-MOE auxquels il est dérogé
Article 3.2.2.1 : Exonération pénalités de retard	Articles 16.2.3 et 16.2.2
3.4 Opérations de vérification	Articles 20.4.2. et 20.5
Article 4.2 : Décisions après vérification	Articles 21.2.1 et 21.3
Article 7 : Résiliation	Article 32.5, alinéa 1

Articles du présent C.C.A.P. qui dérogent au CCAG-Travaux	Articles du CCAG-TVX auxquels il est dérogé
Article 3.2.1.1 : Délai de délivrance du visa du maître d'œuvre	Article 29.1.5